



PrairiesCan

2022-2023

**États financiers
(non audités)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023



Développement économique Canada pour les Prairies

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2023 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PrairiesCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PrairiesCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PrairiesCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à déterminer les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

PrairiesCan peut faire l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Entretemps, PrairiesCan a entrepris une auto-évaluation du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2023, conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et les résultats sont résumés dans l'annexe.

Les états financiers de PrairiesCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Diane Gray, présidente

Edmonton, Canada



2023-09-12

Date

Sundeep Cheema, dirigeant principal des finances

**Cheema,
Sundeep**

Date

Digitally signed by: Cheema,
Sundeep
DN: CN = Cheema, Sundeep C =
CA O = GC OU = WD-DEO
Date: 2023.09.12 08:41:30 -07'00'

Développement économique Canada pour les Prairies

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer (note 4)	208 796 160	130 706 419	\$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	2 496 510	2 646 932	
Avantages sociaux futurs (note 5)	623 226	844 061	
Total des passifs bruts	211 915 896	134 197 412	
Total des passifs nets	211 915 896	134 197 412	
Actifs financiers			
Montant à recevoir du Trésor	208 552 987	130 633 660	
Débiteurs et avances (note 6)	384 239	87 981	
Prêts (note 7)	393 719 868	346 551 852	
Total des actifs financiers bruts	602 657 094	477 273 493	
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement			
Débiteurs et avances (note 6)	(117 915)	(15 554)	
Prêts (note 7)	(393 719 868)	(346 551 852)	
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(393 837 783)	(346 567 406)	
Total des actifs financiers nets	208 819 311	130 706 087	
Dette nette ministérielle	3 096 585	3 491 325	
Actifs non financiers			
Dépenses prépayées	62 905	0	
Immobilisations corporelles (note 8)	1 722 462	1 931 984	
Total des actifs non financiers	1 785 367	1 931 984	
Situation financière nette ministérielle	(1 311 218)	(1 559 341)	\$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Diane Gray, présidente
Edmonton, Canada

2023-09-12

Date

Cheema,
Sundeep

Digitally signed by: Cheema,
Sundeep
DN: CN = Cheema, Sundeep C
= CA O = GC OU = WD-DEO
Date: 2023.09.12 08:41:19 -
07'00'

Sundeep Cheema, dirigeant principal des finances

Date

Développement économique Canada pour les Prairies

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2023		2023		2022
	Résultats prévus				
Charges					
Initiatives communautaires	180 637 212	\$	195 348 334	\$	141 154 718
Innovation	93 600 658		81 326 304		80 372 412
Croissance des entreprises	64 836 188		77 572 936		54 214 340
Services aux entreprises	30 664 806		32 771 889		46 382 944
Services internes	16 513 947		20 239 535		16 003 955
Charges engagées pour le compte du gouvernement	7 755 949		(30 596 489)		(56 315 607)
Total des charges	394 008 760		376 662 509		281 812 762
Revenus					
Services offerts à d'autres ministères	0		2 666 542		1 384 298
Intérêt	126 680		426 951		172 977
Autre	242		14 764		1 226
Amortissement d'escompte	4 493 062		3 364 807		0
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(4 619 670)		(6 472 884)		(1 557 391)
Total des revenus	314		180		1 110
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	394 008 446		376 662 329		281 811 652
Financement du gouvernement et transferts					
Encaisse nette fournie par le gouvernement			293 599 871		255 048 263
Variations des montants à recevoir du Trésor			77 919 327		21 672 146
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)			5 368 334		5 977 824
Éléments d'actifs et de passifs transférés entre ministères (note 11)			22 920		12 209
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts			(248 123)		(898 790)
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice			(1 559 341)		(2 458 131)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice			(1 311 218)	\$	(1 559 341)

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies
État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)
 Pour l'exercice terminé le 31 mars
 (en dollars)

	<u>2023</u>		<u>2022</u>	
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(248 123)	\$	(898 790)	\$
Variation due aux immobilisations corporelles				
Acquisition d'immobilisations corporelles	46 027		226 030	
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>(255 549)</u>		<u>(5 128)</u>	
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(209 522)		220 902	
Changement attribuable aux dépenses prépayées	62 905		0	
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	<u>(394 740)</u>		<u>(677 888)</u>	
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	3 491 325		4 169 213	
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	<u>3 096 585</u>	\$	<u>3 491 325</u>	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	376 662 329	\$ 281 811 652
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		\$
Amortissement des immobilisations corporelles	(255 549)	(5 128)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	(5 368 334)	(5 977 824)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	193 897	(92 504)
Hausse (baisse) des dépenses prépayées	62 905	0
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	(78 089 741)	(21 580 142)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	150 422	362 505
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	220 835	315 883
Transfert de biens d'autres ministères (note 11)	(22 920)	(12 209)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	293 553 844	254 822 233
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	46 027	226 030
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	46 027	226 030
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	293 599 871	\$ 255 048 263

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. En août 2021, le nom commercial de DEO a été changé à Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). PrairiesCan promeut la croissance économique et la diversification de l'économie des provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba). De plus, PrairiesCan fait valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'orientations, de programmes et d'opérations dans le cadre de la politique économique nationale. Le ministre des Affaires du Nord est responsable de Développement économique Canada pour les Prairies.

PrairiesCan a pour mandat, en vertu de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, de développer et de diversifier l'économie des Prairies et de promouvoir les intérêts des Prairies à Ottawa.

Ce vaste mandat permet au Ministère de mettre en œuvre un large éventail d'initiatives dans les Prairies et de faire des investissements stratégiques pour tirer parti des avantages concurrentiels régionaux. PrairiesCan contribue également aux priorités du gouvernement du Canada et aux engagements de la lettre de mandat ministérielle.

PrairiesCan s'appuiera sur les fondements créés par DEO. Au cours de la dernière décennie, DEO a pu joindre plus de 940 collectivités, plus de 5 700 organismes à but lucratif, plus de 1 600 organismes à but non lucratif, et soutenu 86 000 emplois. PrairiesCan étend sa présence en ouvrant d'autres bureaux dans les Prairies et en renforçant son approche du développement économique.

Cette base dans les Prairies permet au ministère de favoriser de solides partenariats avec les entreprises et les organisations communautaires, les établissements de recherche et d'enseignement, les peuples autochtones et les gouvernements provinciaux et municipaux. Ces liens aident PrairiesCan à refléter les perspectives des Prairies dans le processus décisionnel national.

PrairiesCan renforcera ses quatre rôles pour aider les entreprises et les collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Ces quatre rôles sont ceux d'investisseur, de conseiller, d'éclaireur et de rassembleur. Nous sommes fiers de pouvoir aider les habitants des Prairies à se rétablir, à croître, à se transformer et à réussir à long terme.

Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) promeut la croissance et la diversification de l'économie des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba), soit en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres, en favorisant une croissance inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PrairiesCan :

- **Innovation** : Les entreprises des Prairies sont novatrices;
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises des Prairies sont compétitives et elles exportent leurs produits et services;
- **Services aux entreprises** : Les entreprises des Prairies ont accès à des services de consultation et à du capital;

-
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités des Prairies disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique
 - **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorisant l'obtention du résultat stratégique du Ministère.

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux politiques comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des politiques comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

PrairiesCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PrairiesCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2022-2023. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2022-2023.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PrairiesCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par PrairiesCan sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PrairiesCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PrairiesCan. Bien que l'on s'attende à ce que les administrateurs généraux maintiennent le contrôle comptable, ils n'ont pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PrairiesCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Débiteurs et prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

(h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

(i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions existantes. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(I) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PrairiesCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PrairiesCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2023	2022
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	376 662 329	\$ 281 811 652
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(255 549)	(5 128)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 368 334)	(5 977 824)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	150 422	362 505
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	220 835	315 883
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	2 301 680	1 410 674
Remboursement de charges des exercices antérieurs	2 731 456	7 824 677
Services offerts à d'autres ministères	(2 666 542)	(1 384 298)
Autres	419 358	1 063
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(2 466 674)	2 547 552
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	46 027	226 030
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	125 101 220	147 261 390
Hausse des avances aux employés	2 215	7 296
Hausse des dépenses prépayées	62 905	0
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	125 212 367	147 494 716
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	499 408 022	\$ 431 853 920

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2023		2022	
	(en dollars)			
Autorisations fournies :				
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	51 752 430	\$	53 654 075	\$
Crédit 5 - Paiements de transfert	529 226 790		479 914 586	
Montants législatifs	5 310 338		5 091 726	
Moins :				
Périmés : Fonctionnement	(3 914 267)		(7 690 430)	
Périmés : Paiements de transfert	(82 967 269)		(99 116 037)	
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	499 408 022	\$	431 853 920	\$

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de PrairiesCan :

	2023		2022	
	(en dollars)			
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	826 962	\$	1 506 411	\$
Crédoiteurs - parties externes	204 812 002		126 533 148	
Total des crédoiteurs	205 638 964		128 039 559	
Charges à payer	3 157 196		2 666 860	
Total des crédoiteurs et des charges à payer	208 796 160	\$	130 706 419	\$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PrairiesCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que PrairiesCan versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime en date du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2022-2023 s'élève à 3 436 127 \$ (3 346 980 \$ en 2021-2022). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,01 fois en 2021-2022) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2021-2022) les cotisations des employés.

La responsabilité de PrairiesCan relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de PrairiesCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivantes :

	2023		2022	
	(en dollars)			
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	844 061	\$	1 159 944	\$
Charge pour l'exercice	(126 951)		(210 055)	
Prestations versées pendant l'exercice	(93 884)		(105 828)	
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	623 226	\$	844 061	\$

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des soldes des débiteurs et des avances de PrairiesCan :

	2023		2022	
	(en dollars)			
Débiteurs - autres ministères et organismes	233 615	\$	57 036	\$
Débiteurs - parties externes	141 066		15 722	
Avances aux employés	9 558		15 223	
Débiteurs bruts	384 239		87 981	
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(117 915)		(15 554)	
Débiteurs nets	266 324	\$	72 427	\$

Des avances aux employés totalisant 22 920 \$ ont été transférées d'autres ministères à PrairiesCan durant l'exercice 2022-2023 (12 209 \$ en 2021-2022). Consulter la note 11 pour obtenir de plus amples détails.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PrairiesCan :

	2023		2022
	(en dollars)		
Prêts			
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	702 093 796	\$	634 117 469
Intérêt couru - Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	997 303		824 992
Moins : Escompte non amorti	(50 112 466)		(39 943 597)
Sous-total	652 978 633		594 998 864
Paiements de transfert recouvrables	1 631 483		101 346
Sous-total	654 610 116		595 100 210
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(260 890 248)		(248 548 358)
Prêts bruts	393 719 868		346 551 852
Prêts en cours détenus pour le compte du gouvernement	(393 719 868)		(346 551 852)
Prêts nets	0	\$	0
			\$

Contributions remboursables sans condition

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 5 061 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2010 et 2023, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 259 296 761 \$ (247 753 853 \$ en 2021-2022) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement sans condition, une provision de 535 977 \$ (693 159 \$ en 2021-2022) a été constatée.

Paiements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables se rapportent aux paiements effectués à des parties extérieures qui sont remboursables selon les conditions spécifiées dans l'accord de contribution qui a été conclu. Une allocation de 1 057 510 \$ (101 346 \$ en 2021-2022) a été enregistrée.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machines et matériel	10 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Immobilisations en construction	Lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Catégorie d'immobilisations	Coût				Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	
Machines et matériel	95 553 \$	46 027 \$	0 \$	0 \$	141 580 \$
Logiciels informatiques	1 873 952	0	1 897 655	0	3 771 607
Améliorations locatives	29 720	0	0	0	29 720
Immobilisations en construction	1 897 655	0	(1 897 655)	0	0
Total	3 896 880 \$	46 027 \$	0 \$	0 \$	3 942 907 \$

Solde d'ouverture	Amortissement cumulé			Solde de clôture
	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	
61 224 \$	7 047 \$	0 \$	0 \$	68 271 \$
1 873 952	248 502	0	0	2 122 454
29 720	0	0	0	29 720
0	0	0	0	0
1 964 896 \$	255 549 \$	0 \$	0 \$	2 220 445 \$

2023	Valeur comptable nette	
	2023	2022
73 309 \$	34 329 \$	
1 649 153	0	
0	0	
0	1 897 655	
1 722 462 \$	1 931 984 \$	

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, PrairiesCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

PrairiesCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PrairiesCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan :

	2023		2022
	(en dollars)		
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 378 821	\$	3 548 815
Installations	1 989 513		2 429 009
Total	5 368 334	\$	5 977 824

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

En vertu d'une lettre d'entente interministérielle signée avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) le 16 avril 2019, PrairiesCan administre l'Initiative de partenariats stratégiques pour les collectivités autochtones afin de participer au développement de l'énergie propre. Pendant l'année, PrairiesCan a engagé des dépenses de 0 \$ (893 125 \$ en 2021-2022) pour l'initiative sur l'énergie propre. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers du ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC), anciennement connu sous le nom de MAINC, et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

	2023	2022
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	0 \$	893 125 \$
Total	0 \$	893 125 \$

(c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2023	2022
	(en dollars)	
Débiteurs	233 615 \$	57 036 \$
Créditeurs	826 962	1 506 411
Charges	2 336 933	831 159
Revenus	2 666 542	1 384 298

Les dépenses et les revenus inscrits à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2023		2022
	(en dollars)		
Actif :			
Débiteurs et avances (note 6)			
Transféré d'Anciens combattants Canada	(12 373)	\$	0 \$
Transféré de Services aux Autochtones Canada	(7 758)		(552)
Transféré d'Emploi et Développement social Canada	(2 485)		(436)
Transféré d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada	(262)		(2 565)
Transféré de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	(58)		0
Transféré à Patrimoine canadien	3		(3)
Transféré au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	13		0
Transféré de Ressources naturelles Canada	0		(4 575)
Transféré de Parcs Canada	0		(4 041)
Transféré de Justice Canada	0		(36)
Transféré de la Chambre des communes du Canada	0		(18)
Transféré de la Régie de l'énergie du Canada	0		(8)
Transféré à Environnement et Changement climatique Canada	0		25
Ajustement à la situation financière nette ministérielle	(22 920)	\$	(12 209) \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PrairiesCan. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Initiatives communaut- aires	Innovation	Croissance des entreprises	Services aux entreprises	Services internes	2023 Total	2022 Total
Paiements de transfert							
Organismes sans but lucratif	103 662 655 \$	61 951 577 \$	27 253 713 \$	23 820 072 \$	0 \$	216 688 017 \$	165 079 604 \$
Autres paliers de gouvernement au Canada	58 604 179	305 431	247 274	0	0	59 156 884	28 860 318
Industrie	41 457 297	3 489 854	11 606 362	0	0	56 553 513	52 233 674
Respect des conditions associées aux paiements de transfert	(2 677 816)	0	0	0	0	(2 677 816)	(167 833)
Total - Paiements de transfert	201 046 315	65 746 862	39 107 349	23 820 072	0	329 720 598	246 005 763
Charges de fonctionnement							
Salaires et avantages sociaux des employés	6 169 923	14 591 607	7 865 683	6 008 666	12 091 506	46 727 385	46 109 483
Dépense pour mauvaises créances	(12 220 766)	(772 456)	30 056 035	0	0	17 062 813	34 979 528
Services professionnels et spécialisés	27 348	658 028	137 448	2 575 611	2 667 219	6 065 654	5 956 660
Installations	258 040	644 005	332 249	254 459	500 760	1 989 513	2 429 009
Acquisition de machines et matériel	1 901	4 299	2 494	3 973	1 379 875	1 392 542	370 221
Location	4 080	13 614	5 927	7 075	1 106 555	1 137 251	982 322
Information	1 783	29 647	2 404	7 063	1 045 654	1 086 551	833 327
Transport et communication	54 021	398 370	57 410	85 227	441 781	1 036 809	301 664
Réparations et entretien	0	458	0	0	645 517	645 975	10 901
Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0	0	255 549	255 549	5 128
Services publics, fournitures et approvisionnements	5 686	11 870	5 937	9 743	102 090	135 326	142 238
Autres	3	0	0	0	3 029	3 032	2 125
Charges engagées pour le compte du gouvernement	12 220 766	(2 717 398)	(40 099 857)	0	0	(30 596 489)	(56 315 607)
Total - Charges de fonctionnement	6 522 785	12 862 044	(1 634 270)	8 951 817	20 239 535	46 941 911	35 806 999
Total - Charges	207 569 100	78 608 906	37 473 079	32 771 889	20 239 535	376 662 509	281 812 762
Revenus							
Amortissement d'escompte	3 364 807	0	0	0	0	3 364 807	0
Services offerts à d'autres ministères	0	0	0	0	2 666 542	2 666 542	1 384 298
Intérêt	157 437	261 896	7 618	0	0	426 951	172 977
Autres	14 464	120	0	0	180	14 764	1 226
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(3 536 708)	(262 016)	(7 618)	0	(2 666 542)	(6 472 884)	(1 557 391)
Total - Revenus	0	0	0	0	180	180	1 110
Coût net des activités poursuivies	207 569 100 \$	78 608 906 \$	37 473 079 \$	32 771 889 \$	20 239 355 \$	376 662 329 \$	281 811 652 \$

Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et plan d'action de Développement économique Canada pour les Prairies pour l'exercice 2022–2023 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers (non audité)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) évalue chaque année ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services commandés ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements ont été autorisés comme il se doit.

PrairiesCan exploitera les résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général. Vous trouverez ci-dessous le sommaire des résultats de l'auto-évaluation effectuée durant l'exercice 2022–2023.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2022–2023

Dans l'ensemble, les contrôles relatifs au paiement des biens et services et au pouvoir de paiement fonctionnaient bien et constituent une base adéquate pour le système de contrôle interne du Ministère.

Durant l'année en cours, aucun contrôle important n'a été modifié de manière importante et n'a nécessité une réévaluation.

Le Ministère a mené ses activités de surveillance continue de la manière suivante :

- Réalisées comme prévu, des mesures correctives ayant été amorcées – Délégation des pouvoirs de dépenser et des pouvoirs financiers, et paiements de transfert.
- Les plans d'action seront achevés d'ici le 31 décembre 2023.

3. Plan d'évaluation

PrairiesCan continuera de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, se concentrant sur les contrôles de base liés aux transactions financières. Le Ministère s'occupera d'apporter les mesures correctives proposées.